

## Burundi : qui finance les « croisades » de Pierre Nkurunziza ?

Jeune Afrique, 06 janvier 2017 Le couple présidentiel a organisé fin 2016 une « semaine d'actions de grâce », au sud du Burundi. Des prières que le président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) qualifie d'« abus de biens sociaux », aux termes de la loi anti-corruption. « Cent véhicules de l'État, leurs chauffeurs, le carburant, des dignitaires, leurs gardes, des per diem pour chacun » ;

Pendant toute une semaine, pour une activité qui n'est mentionnée nulle part dans le budget de l'État, il s'agit d'un abus de biens sociaux après la loi anti-corruption », averti Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, qui épingle ainsi « la croisade d'actions de grâce » organisée par le chef de l'État durant la dernière semaine de 2016 dans la province de Rutana, au sud du pays. Un rendez-vous auquel presque tous les dignitaires du régime avaient répondu présent. Gabriel Rufyiri avance au moins une perte de 187 millions de Francs burundais (environ 111 000 dollars) par croisade, « sans compter le manque à gagner de toute la semaine passée sans travailler », renchérit-il. Un « luxe » pour un pays pauvre « C'est inacceptable pour un pays pauvre comme le Burundi, d'autant que ces prières sont faites souvent plus d'une fois l'an », déplore Gabriel Rufyiri qui, met cependant un bémol à ses critiques. « En réalité ce qui fait mal, ce ne sont pas ces prières. Le problème, c'est qu'elles sont faites sans objectif précis. Elles devraient déboucher sur un changement, une remise en question de certaines pratiques et une prise d'engagements pour l'avenir ». Or, regrette-t-il, « on ne voit rien aujourd'hui de tout cela ». Le président de l'Olucome plaide par ailleurs pour une loi qui régisse ces croisades. « Dans la gestion de la chose publique, il y a que la loi qui dicte quoi faire, quoi ne pas faire », explique-t-il. Du côté des autorités, sollicitées par Jeune Afrique, les commentaires sont inexistant. L'aspect financier des croisades présidentielles semble ainsi rester, du moins pour l'instant, un dossier assez délicat à gérer pour le régime.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});